

## Ottawa à la remorque de Washington dans le dossier de l'eau



Olivier Zuida Le Devoir La santé des eaux est un investissement responsable et rentable, soulignent les auteurs.

**Andrew Stegemann, Philippe Murphy-Rhéaume, Justin Duncan, Dominique Monchamp et Erin Brown**

Andrew Stegemann - président de la Coalition canadienne pour des eaux saines ; Philippe Murphy-Rhéaume - directeur des politiques canadiennes à l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent ; Justin Duncan - défenseur national de la connectivité de l'eau douce, Fédération canadienne de la faune ; Dominique Monchamp - directrice générale de la Fondation de Gaspé Beaubien ; Erin Brown - analyste de la politique nationale, Canards Illimités Canada. Éditorial approuvé par AquaAction, Coalition pour une navigation responsable et durable, Environmental Defence, Fonds d'investissement BleuImpact, Garde-rivière des Outaouais, Georgian Bay Forever, Lac La Biche Region Watershed Stewards Society, Nos eaux vitales, Pigeon Lake Watershed Association, Réseau québécois sur les eaux souterraines, Rivershed Society of BC, Shapiro and Company, The Ontario Headwaters Institute, Toronto Metropolitan University, Université du Québec à Montréal, Watersheds Canada, Water Rangers

Résidus chimiques persistants, algues bleu-vert, microplastiques et perte de milieux humides, d'habitats et de biodiversité : nombreuses sont les menaces pour la santé des eaux du Canada. Plusieurs régions du pays, dont la Colombie-Britannique et le sud du Québec, sont aussi aux prises avec des pénuries d'eau exacerbées par des conditions de sécheresse. D'un océan à l'autre, les changements climatiques amplifient ces différentes facettes de la crise de l'eau.

Pour s'en sortir, le Canada devra faire d'importants investissements dans les infrastructures de l'eau, et développer une collaboration efficace entre les gouvernements fédéral, provinciaux, territoriaux et municipaux, les communautés autochtones et la société civile.

Lors des dernières élections fédérales, le gouvernement a fait une promesse ambitieuse : 1 milliard de dollars pour renforcer et élargir la portée du Plan d'action sur l'eau douce, un cadre visant à protéger et à restaurer nos eaux douces. Jusqu'à présent, seulement 19,6 millions ont été effectivement accordés à ce plan. Tous les ordres de gouvernement vont devoir redoubler d'efforts pour atténuer les risques et les effets négatifs de la dégradation de la qualité de l'eau.

Par comparaison, les États-Unis prennent la situation très au sérieux, ayant reconnu l'eau saine comme l'un des piliers de leur économie ; ils investissent actuellement 80 fois plus que le Canada dans cette crise, notamment pour protéger et restaurer les bassins-versants des Grands Lacs. Le gouvernement fédéral américain a aussi récemment fait de l'eau potable une pierre angulaire de ses efforts de renouvellement des infrastructures et de réduction de l'[inflation](#).

Parmi ses investissements, on compte plus de 12 milliards de dollars américains pour améliorer la résilience des infrastructures et des sources d'eau, 5,6 milliards pour restaurer et préserver les milieux côtiers et marins, presque 5 milliards pour restaurer les bassins-versants, et plus de 14 milliards pour aider les agriculteurs et autres propriétaires fonciers à protéger les milieux humides, à conserver l'eau et à réduire la pollution. Le Canada doit prendre exemple sur son voisin afin d'assurer la santé de ses eaux.

Face aux menaces grandissantes pour la qualité et la disponibilité de l'eau au pays, le gouvernement fédéral canadien doit jouer un rôle et assumer le leadership dont il doit faire preuve en collaborant activement avec les gouvernements provinciaux et territoriaux et les peuples autochtones. La gestion de l'eau doit devenir la priorité des plans d'infrastructures provinciaux.

Les municipalités doivent aussi être mobilisées et épaulées, car elles gèrent directement les services d'aqueduc et de traitement des eaux usées ; elles sont au premier plan de l'adaptation climatique. Le

gouvernement fédéral doit donner le ton en annonçant un investissement historique qui soulignera l'importance des eaux saines pour la prospérité à long terme du Canada.

La santé des eaux est un investissement responsable et rentable qui permettra au Canada de créer de l'emploi, de favoriser l'atteinte de ses objectifs de restauration et de préservation des habitats, de sensibiliser la population et les touristes par rapport aux enjeux liés à l'eau, de protéger la santé publique et de maintenir l'accès abordable à l'eau. Nous avons l'obligation morale de prendre soin de cette ressource importante à l'échelle mondiale — obligation que nos voisins du Sud prennent désormais très au sérieux.

Pour l'avenir de la nation canadienne, la santé des eaux est essentielle. Elle aura une influence considérable sur notre capacité à nous adapter aux changements climatiques, aux enjeux de sécurité nationale et aux besoins d'une population et d'une économie en pleine croissance. Nous demandons au gouvernement fédéral de tenir sa promesse et d'investir 1 milliard de dollars sur cinq ans dans le Plan d'action sur l'eau douce pour protéger l'une des plus grandes ressources du Canada : ses eaux.